



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 38 - vendredi 29 octobre 2010

Dans ce numéro :

- Face au parlement des riches, la démocratie c'est nous !
- Le G20 face à la « guerre des monnaies »

Face au parlement des riches, la démocratie c'est nous !

Après son adoption au Sénat mardi, la contre-réforme des retraites vient d'être adoptée mercredi par l'Assemblée nationale par 336 voix contre 233. Immédiatement, la morgue de ce parlement et de ce gouvernement des riches s'est faite entendre. "*L'esprit de la République l'a emporté sur les pratiques anti-démocratiques des bloqueurs*" a déclaré Kosciusko-Morizet pendant que Fillon répétait : "*la loi de la République doit être désormais acceptée par tous*". Tous sont pressés de voir la contestation de ces dernières semaines se terminer, s'appuyant sur les institutions et comptant relancer le train-train du "dialogue social" comme si de rien n'était. Fillon a d'ailleurs tenu à le souligner : "*les partenaires sociaux ont assumé leurs convictions de façon résolue mais calme*" ! Mais le vote du parlement ne suffira pas à faire taire les travailleurs, les jeunes, pas plus que les CRS ou les réquisitions illégales que le pouvoir a multipliées contre les grévistes et les manifestants. C'est bien toute la légitimité de ce gouvernement, de sa politique, de ces institutions des riches pour les riches qui est contestée par la rue, ouvrant une crise politique qui ne se termine pas avec le vote de la loi. Les manifestations de jeudi en ont été la démonstration.

Le manque de confiance des travailleurs et les compromissions des grandes confédérations

Les manifestations et les grèves de jeudi 28 octobre, bien qu'en baisse de près d'un tiers par rapport à celles de la semaine dernière, ont montré ce sentiment profond. Malgré les congés et le fait que la mobilisation marque le pas, beaucoup de travailleurs, de jeunes, sont à nouveau descendus dans la rue pour affirmer qu'ils ont raison de se battre, qu'ils ne sont pas résignés, qu'ils ne plient pas devant le diktat du parlement. Loin du bluff des appareils, qui déclarent que la mobilisation continue sous d'autres formes après avoir refusé d'amplifier la grève reconductible, le nombre de manifestants était une bonne surprise pour beaucoup, démontrant la profondeur de la colère contre le gouvernement.

La mobilisation continue, mais il est clair qu'elle se heurte à des obstacles. La grève reconductible n'a pas pu se répandre suffisamment pour entraîner une grève générale, une vraie paralysie du pays, malgré les secteurs qui, comme les raffineries, la Chimie, les transports, les cheminots, les enseignants... se sont battus pour cela. Mais une des raisons essentielles en est bien la politique des directions syndicales des grandes confédérations qui, si elles ont été obligées d'aller plus loin qu'elles ne le voulaient, n'ont pas voulu créer les conditions politiques de cet affrontement avec le pouvoir qu'elles n'ont jamais envisagé.

Alors que le mouvement avait franchi une étape importante la semaine dernière, avec la multiplication des blocages et des grèves, le communiqué commun de l'intersyndicale du 21 octobre (non signé par Solidaires et FO) refusait d'aller vers une généralisation de la lutte tant par le calendrier annoncé que par le contenu.

Pas un mot sur la grève des raffineries, sur les secteurs en grève reconductible, sur les multiples initiatives de blocage prises dans le pays, sur le mouvement dans la jeunesse... si ce n'est pour s'en désolidariser en déclarant veiller "*au respect des biens et des personnes*" ! Alors que le gouvernement lui-même joue l'affrontement en précipitant le vote de la loi, le communiqué continue de demander au pouvoir "*une autre réforme des retraites juste et efficace et l'ouverture de négociations avec les*

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

syndicats"... quand les secteurs en lutte exigent le retrait de la loi votée, comme cela s'était imposé lors du CPE. Le calendrier lui-même a la même fonction, en renvoyant à ce jeudi une journée nationale qui pouvait renforcer et développer la grève reconductible... et au samedi 6 novembre, où certains comptent bien enterrer du mouvement.

Une note interne de la CFDT sur le communiqué commun a d'ailleurs bien résumé sa fonction. Outre la volonté d'écartier Solidaires et FO de l'organisation des initiatives, celle-ci explique : "*le communiqué ne soutient pas les "innombrables initiatives locales" (...) il met l'accent sur le respect des biens et des personnes*" ce qui doit "*permettre d'encadrer les initiatives en évitant radicalité et débordements. Ils sont, le cas échéant, des supports pour expliquer pourquoi on n'y est pas*".

Quant à la suite du mouvement, les choses sont claires : "*Les actions décidées le sont dans la perspective de la promulgation de la loi. Cela sous-entend, comme le dit la CFDT, qu'après cette promulgation, l'intersyndicale devra bien reconnaître que nous serons dans une autre configuration puisque nous ne voulons ni aller sur la contestation de la légitimité parlementaire, ni sur l'affrontement avec la présidence de la République*".

La CGT, elle, dit que "*le mouvement va continuer*"... tout en maintenant coûte que coûte son front avec la CFDT, et même avec la CGC qui dénonçait la radicalisation du mouvement la semaine dernière. Elle multiplie les déclarations pour dire que le mouvement va se poursuivre sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, quand il s'agit de mettre toutes les forces pour faire céder le gouvernement sur les retraites, lui infliger une défaite politique dans la rue et par les grèves.

Sur ce soi-disant "élargissement" du mouvement à d'autres revendications qui est repris dans le communiqué, la CFDT résume là aussi clairement l'objectif : "*le communiqué fait référence aux problèmes d'emploi, de salaires, de conditions de travail, d'avenir des jeunes qui sont aussi des motivations des salariés dans les mobilisations actuelles, mais en renvoyant à une prise en charge décalée par rapport au conflit des retraites pour éviter tout amalgame ou toute action globalisante*" !

C'est cette politique pour se dégager du mouvement que Chérèque a mise en scène en direct lors de l'émission *Mots Croisés*, en proposant à Parisot, devant un silence assourdissant de Thibault, de nouvelles négociations sur l'emploi des jeunes et des seniors dans le dos du mouvement qui se bat contre ce pouvoir. Parisot a immédiatement répondu : "*Je suis d'accord pour qu'on ouvre une délibération sociale, pour voir si on peut, sur ces sujets évoqués par François Chérèque, commencer à travailler ensemble (...) ce serait une bonne façon de passer à autre chose*" ! Dès le lendemain, Lagarde et Woerth leur emboîtaient le pas. Mais le "scoop" de l'affaire, comme le silence de Thibault, laissent à désirer... Il est évident qu'à ce niveau-là, ce n'est pas de l'improvisation et que tout cela se négocie entre "*partenaires sociaux*". Borloo avait même annoncé deux jours auparavant : "*Il y a une nécessité absolue de renouer le dialogue social*", en parlant de "*deux enjeux absolument vitaux : l'emploi des jeunes et celui des seniors*" !

Mais l'ampleur du mouvement contre la politique du gouvernement est allée bien trop loin. Le bluff du recours au "dialogue social" ne pourra faire taire la contestation tant l'illégitimité du pouvoir est grande. Sarkozy avait pensé museler le mouvement par cette même politique du dialogue social jusqu'en juillet, pour mieux jouer l'affrontement sur sa réforme. C'est au contraire la contestation, l'affirmation de la grève générale à grande échelle et les idées de la lutte des classes qui se sont renforcées.

Nous n'avons pas gagné mais Sarkozy a perdu

Ces dernières semaines, la contestation de la légitimité du pouvoir comme le refus de payer "leur crise" se sont enracinés à la base, dans les équipes militantes, dans de larges fractions de travailleurs, dans la jeunesse.

Le mouvement face à la contre-réforme des retraites a franchi des étapes importantes. Des secteurs sont partis en grève reconductible (Raffineries, ports, SNCF, routiers, éboueurs, EDF, enseignants...), d'autres se sont mis en grève sur des initiatives locales, des blocages, des manifestations, s'organisant entre équipes militantes de différentes entreprises et de différents syndicats. Le mouvement dans la jeunesse lycéenne et étudiante s'est lui aussi développé avant les vacances, exigeant le retrait de la loi, se joignant aux cortèges de salariés et venant participer aux blocages. Des interprofessionnelles locales intersyndicales se sont multipliées, se sont aussi élargies aux étudiants, aux militants du mouvement malgré les pressions des appareils inquiets de voir les initiatives leur échapper. Au Havre, comme dans certaines villes, une AG interprofessionnelle de grévistes s'est mise en place pour organiser les actions, faire un journal de grève appelant à "*poursuivre la lutte jusqu'au retrait du projet*".

Utilisant les journées nationales comme autant de relais pour se construire, le mouvement s'est radicalisé, affirmant la légitimité de la lutte pour le retrait et celle de l'affrontement avec le pouvoir. La question de la grève reconductible et de la grève générale s'est ainsi débattue partout, en réponse à la stratégie des directions syndicales des journées d'action sans lendemain. L'idée de "bloquer le pays" s'est imposée largement, se traduisant dans des blocages pour soutenir la lutte des raffineries ou pour paralyser les aéroports, les centrales de distribution, etc. Le mouvement affirmait ainsi face au gouvernement sa propre légitimité, celle de ceux qui font tourner la société tous les jours face à ce gouvernement des riches par les riches, défendant les intérêts d'une infime minorité de privilégiés.

La démocratie de la lutte qui a commencé à se construire autour de ces interpros pose le problème de qui dirige la mobilisation et en définit les objectifs. Alors que la dimension politique de ce mouvement s'est renforcée, posant à la base le problème de l'affrontement face à Sarkozy, l'obstacle des directions syndicales qui craignaient les conséquences

politiques d'un tel affrontement n'a pu être surmonté à un niveau suffisant pour donner confiance aux travailleurs dans leur force, pour étendre plus largement la grève reconductible dans le pays. Mais ce qui s'est construit est un acquis précieux pour la suite.

Faire vivre les acquis du mouvement en préparant le 6

Tout au long du mouvement deux politiques se sont de fait affrontées, la négociation ou le retrait. Cette divergence se combine à une autre, diriger par en haut, ou donner aux acteurs mêmes de la lutte les moyens de la diriger, de l'organiser, de la contrôler à la base. Il ne pourra y avoir un vrai mouvement d'ensemble, une grève générale sans une telle démocratie de la lutte, sans liens vivants entre les acteurs du mouvement, prenant en main leur propre lutte.

De même, sur le terrain politique, il nous faut discuter largement avec tous les militants du mouvement. La conscience de l'affrontement politique s'est renforcée, en particulier avec l'idée que la rue peut imposer le retrait de la loi comme pour le CPE. Mais l'objectif est d'une autre importance aujourd'hui. La lutte pour le retrait de la loi sur les retraites n'est pas la lutte sur un contrat de travail, c'est la lutte pour contester les politiques de rigueur mises en place par les gouvernements de droite comme de gauche partout en Europe. C'est la lutte pour refuser de payer la note de leur crise, la lutte contre la dégradation sociale qu'engendre le capitalisme et qui pose le problème de qui dirige la société.

Aller le plus loin possible des possibilités du mouvement aujourd'hui, c'est continuer de tisser des liens, mener la bataille pour la démocratie, tirer les leçons politiques de l'étape où nous nous trouvons. Quelle que soit l'issue dans les jours qui viennent, la question de la perspective politique à la lutte est posée.

Mais pas une perspective institutionnelle comme beaucoup s'apprentent à le faire. Le PS, qui a voté à l'Assemblée l'allongement à 41,5 annuités avec la droite, est bien pressé lui aussi de voir la contestation rentrer dans le rang, à l'image de Hollande qui vient de déclarer : « *Ce que nous avons à faire c'est que cette colère qui n'a pas trouvé son résultat social trouve sa traduction politique en 2012* » ! Quant au Front de Gauche, il en appelle dans les manifestations au "*Front Populaire*" en référence à Blum en 36, ce qui est déjà tout un programme. Une énième mouture d'union de la gauche, gérant ce système capitaliste dans le cadre des institutions et de l'Etat, se traduira par la même politique de plans de rigueurs et de reculs sociaux menée par les gouvernements de gauche en Europe aujourd'hui, au Portugal, en Espagne, en Grèce.

C'est sur le terrain de nos objectifs, de la lutte de classe, que la perspective politique se pose dès aujourd'hui. A partir des luttes elles-mêmes, de la politisation qui s'opère, le besoin d'un programme pour les luttes et pour faire face à la crise du système capitaliste devient une tâche indispensable. Un programme de défense des intérêts immédiats des opprimés et qui conteste, au nom de la légitimité de la rue et de la démocratie de ceux qui font tourner la société tous les jours, le droit que s'arrogent les classes dominantes de diriger toute la société.

Préparer le nouveau rendez-vous que l'intersyndicale a fixé pour le 6 novembre, c'est mener partout ces discussions, maintenir et faire vivre les liens qui se sont tissés les semaines passées, continuer, sans baisser les bras, le travail d'organisation à la base qui a été engagé. Le 6 sera l'occasion de dire avec le plus de force possible que le pouvoir et Sarkozy n'ont pas gagné, que la véritable démocratie, celle des travailleurs et des jeunes, gagnent en force et en confiance.

Laurent Delage

[Au sommaire](#)

Le G20 face à la "guerre des monnaies"

Les ministres des finances du G20 se sont réunis en Corée les 22 et 23 octobre, pour préparer le sommet des chefs d'Etats qui se tiendra les 11 et 12 novembre à Séoul. Au menu, la question de la "guerre monétaire" et celui de la "gouvernance" mondiale. Le tout se terminant bien évidemment par un "accord" dans lequel la ministre Lagarde, qui n'en est pas à un bluff près, n'hésite pas à voir que "*la première pierre d'un nouveau système monétaire international est posée*"...

Une formule pour le moins présomptueuse si l'on en croit le contenu de ces "accords". Contre la guerre monétaire : "*engagement des pays du G20 à s'abstenir de toute dévaluation compétitive de leur monnaie et à mettre en œuvre des politiques visant à réduire les déséquilibres excessifs de leur balances extérieures*".

Quant à "l'avancée" vers une nouvelle "gouvernance" mondiale, elle se limite à la modification de la composition du conseil d'administration du FMI, dans lequel l'Union européenne perd deux sièges au bénéfice des pays "émergents", tandis que les Etats-Unis gardent leur droit de veto sur toutes les décisions importantes...

Ces "engagements"... engagent d'autant moins qu'ils entrent en conflit immédiat avec les intérêts particuliers de chacune des bourgeoisies nationales représentées au G20. Ils n'apportent pas la moindre perspective de solution au problème, bien réel et lourd de conséquences, qui se traduit dans cette "guerre des monnaies".

Ce sommet du G20 souligne une fois de plus l'impuissance des États devant une des contradictions dans lesquelles se trouve empêtré l'impérialisme mondialisé.

Il précise en même temps les termes de cette contradiction : d'une part, la nécessité, pour chacun des États, de favoriser la position des grandes multinationales industrielles et financières "nationales" face à une concurrence exacerbée par la crise, et dont la "guerre monétaire" n'est finalement, qu'une expression ; d'autre part, de façon totalement contradictoire, la velléité de "s'entendre" entre grandes puissances pour tenter de faire face aux effets destructeurs de cette politique protectionniste qui accentue la crise, les tensions sociales et politiques, pousse certains pays vers la faillite, prépare de nouveaux effondrements financiers...

Cette impuissance politique des dirigeants de la grande bourgeoisie internationale à sortir "leur" économie de la crise est la meilleure expression de la faillite de leur politique. Politique qu'ils n'en poursuivent pas moins, en prétendant faire payer aux travailleurs et aux peuples la facture de l'exacerbation de leur concurrence, tout en prétendant qu'ils ont des solutions...

Face à l'exacerbation de la concurrence, la monnaie au secours du protectionnisme

Malgré les annonces régulières sur la sortie de crise, les économies des anciens pays impérialistes -USA, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Japon-, continuent de stagner et le chômage se maintient à des taux élevés. En Europe, aux effets sociaux de la crise économique s'ajoutent ceux des politiques d'austérité, alimentant une crise sociale et politique aiguë. Sortir de la crise impose de sortir de cette situation de récession-stagnation économique qui perdure. Autrement dit, du point de vue de la bourgeoisie, relancer la machine industrielle à fabriquer les profits, mais aussi, pour réaliser ces profits, disposer de marchés solvables en mesure d'acheter les marchandises produites.

Ces marchés ont rétréci avec la crise, accentuant la concurrence sur les marchés intérieurs ainsi que dans les échanges internationaux. Sur ce terrain, les États-unis et l'Union européenne sont particulièrement défavorisés par rapport à des pays comme la Chine, comme en témoigne la balance des échanges des biens et des services entre ces trois zones pour l'année 2009 : le déficit commercial des États-unis s'élève ainsi à 37 milliards d'euros avec l'Union européenne et à 162 avec la Chine ; celui de l'Europe avec la Chine à 138 milliards d'euros. Globalement, le déficit des États-unis dans ces échanges trilatéraux s'élève à pratiquement 200 milliards d'euros, celui de l'Europe à 100 milliards, tandis que la Chine dégage un excédent de 300 milliards. (*La Tribune*).

C'est ce que le rapport du G20 qualifie de "*déséquilibres excessifs des balances extérieures*" et que les États-unis prétendaient réduire, au G20, en limitant à 4% du PIB les excédents du commerce extérieur de chaque pays. Cette mesure -qui n'aurait d'ailleurs eu aucune chance d'être appliquée faute d'un pouvoir capable de l'imposer-, s'est heurtée au refus des principaux pays exportateurs, comme la Chine [1], mais aussi l'Allemagne, qui exporte surtout des machines, et les pays producteurs de pétrole. La "mesure" s'est donc réduite à une formule pieuse : l'engagement pris par chacun de "*mettre en œuvre des politiques visant à réduire les déséquilibres excessifs de leurs balances extérieures*".

Si on prenait la formule au mot, ces politiques consisteraient, pour les pays exportateurs, à agir à la hausse sur le prix des marchandises produites en injectant dans l'économie intérieure une partie des richesses accumulées, entre autres par une augmentation des salaires et des prestations sociales. Le résultat serait double pour les "équilibres" commerciaux internationaux : des produits plus chers à l'exportation sur le marché mondial, donc moins compétitifs par rapport à la concurrence, et des marchés intérieurs solvables plus importants, donc plus à même d'acheter des produits importés...

On nous sert un conte de fée dans lequel des capitalistes en position dominante dans la concurrence internationale y renonceraient en augmentant leurs prix de vente et les salaires de leurs employés !

Quant à l'autre volet des "mesures" contre la "guerre monétaire", l'"*engagement à s'abstenir de toute dévaluation compétitive*", il est du même tonneau.

Le contrôle monétaire par les États est une arme au service des multinationales industrielles et financières. Ces dernières, pour multinationales qu'elles soient, n'en gardent pas moins des liens "nationaux" étroits avec "leur" État, à qui elles demandent un appui d'autant plus important que la concurrence s'exacerbe à l'échelle internationale. Mais les politiques de protectionnisme se compliquent du fait que ces multinationales ont un champ d'action qui a fait exploser depuis longtemps le "pré carré" des frontières nationales et de leurs extensions néocoloniales. Elles investissent leurs capitaux partout dans le monde, en particulier dans les pays qui assurent les meilleurs taux de profit. Et le marché pour leurs marchandises est le monde entier. Elles s'approprient ainsi les surprofits réalisés sur le dos des travailleurs chinois, indiens ou brésiliens, et c'est ce qui explique que, malgré la stagnation économique des pays industriels anciens, les résultats de ces multinationales explosent. Et il n'est bien évidemment pas question, pour elles, d'y renoncer.

Dans ce contexte, les mesures du protectionnisme "classique" (droits de douane pour freiner les importations, interdiction de certains produits à l'importation) sont devenues contradictoires avec les intérêts des multinationales et c'est pourquoi elles ne sont envisageables que de façon limitée.

Reste alors le terrain de la "guerre monétaire". Baisser sa monnaie par rapport à celle des concurrents a pour résultat de baisser le prix des marchandises à l'exportation et de les augmenter à l'importation. C'est à cela que servent les

"dévaluations compétitives" dont le G20 prône l'abstention. Mais ce terme ne s'applique qu'aux monnaies dites à "parité fixe", dont la valeur relativement à une monnaie de référence ou un panier de monnaies est fixée par l'État. C'est le cas par exemple pour le yuan chinois, qui est indexé sur le dollar, et c'est la politique monétaire du gouvernement chinois, accusé de favoriser la compétitivité de son économie en sous-évaluant sa monnaie, qui est visée implicitement par la formule.

Une hypocrisie qui semble mettre hors de cause, dans la "guerre monétaire", les pays dont la monnaie est "flottante", comme le sont les principales monnaies de réserve, dollar et euro. Leur valeur est sensée dépendre de la loi de l'offre et de la demande sur le marché des changes, ce qui leur conférerait la propriété d'être indépendantes de l'intervention étatique. Mieux encore, la "main invisible" de ce marché leur permettrait de trouver automatiquement leur "vrai valeur" (?)...

C'est un double mensonge. Le premier concerne leur indépendance de l'intervention des États, directement contredite par la politique de la banque centrale US, la FED, qui, en pratiquant des taux d'intérêts très bas et en faisant massivement marcher la planche à billets pour financer les plans à répétition d'aide à l'économie, pousse le dollar à la baisse relativement aux autres monnaies, en particulier l'euro. Cette intervention de la FED compense les actions des marchés des changes, quand elle ne les incite pas à aller dans le même sens. L'euro est, quant à lui, le contre-exemple qui confirme la règle : s'il est chahuté par les marchés et poussé à la hausse par rapport au dollar, c'est bien parce qu'il est, contrairement à celui-ci, une monnaie sans État...

Le second concerne l'affirmation qui voudrait que la liberté sur le marché des changes permette un ajustement automatique et harmonieux des monnaies. Le meilleur exemple en est la situation actuelle du Brésil dont la monnaie, le real, ne cesse de grimper du fait de l'afflux de capitaux entrant dans le pays à la recherche de profits que l'économie des USA ou de l'Europe sont incapables de satisfaire. Cette surchauffe menace directement l'économie brésilienne d'effondrement. La hausse du real par rapport aux autres monnaies se traduit par une augmentation des prix à l'exportation et une baisse à l'importation. Autrement dit prépare une crise économique qui, en plus de jeter les travailleurs au chômage, se répercutera inéluctablement sur les investissements étrangers, déclenchant un retrait des capitaux qui laisseront derrière eux un champ de ruines.

Il est impossible de croire un seul instant qu'un État pourrait tenir son engagement à "*s'abstenir de toute dévaluation compétitive*" ou de toute autre mesure monétaire destinée à soutenir les couches supérieures de la bourgeoisie qu'ils sert dans une concurrence internationale exacerbée par la crise. Et cela même si ces mesures monétaires sont totalement dérisoires devant l'ampleur des déséquilibres commerciaux auxquels elles tentent de faire face et qui ne sont eux-mêmes que l'aboutissement de trente ans de la guerre qu'ont mené les classes dominantes pour étendre leur main mise sur l'ensemble des forces productives de la planète.

Le remède n'est pas monétaire...

Non seulement, quoi qu'en dise Lagarde, "*la première pierre d'un nouveau système monétaire international*" est loin d'être posée, mais la solution à la "guerre monétaire" n'est pas "monétaire". Elle est dans la remise en cause du contrôle qu'exercent sur le monde les aristocraties financières et les États qui les servent et qui s'avère incapable de résoudre la contradiction entre la nécessité, pour chacun des États, de favoriser la position de "ses" grandes multinationales industrielles et financière face à la concurrence, et celle de s'entendre entre grandes puissances face aux effets destructeurs et "incontrôlables" de cette politique protectionniste.

Derrière les déclarations des dirigeants des pays les plus riches, derrière les manœuvres dont le G20 est le siège, il y a la continuité d'une politique sur laquelle ils sont, sans conteste, tous d'accord : faire payer aux travailleurs et aux peuples le prix de cette concurrence effrénée sur laquelle ils ne peuvent avoir le moindre contrôle. Ce qui ne les empêche pas de prétendre le contraire, que les solutions qu'ils nous promettent sont en bonne voie de mise en place, qu'il suffit de patienter... en acceptant les coups.

C'est ainsi qu'à l'issue de chaque G20, on voit apparaître, tel un serpent de mer, l'affirmation qu'il est indispensable de mettre en place une "*gouvernance internationale*" qui aurait les moyens d'imposer un respect de règles du jeu élémentaires pour faire en sorte que l'intérêt général de la haute bourgeoisie internationale s'impose face aux intérêts particuliers qui s'affrontent et conduisent le capitalisme à la faillite, et que la mise en place d'une telle "gouvernance" est en bonne voie.

Mais il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir... Le rêve de coopération volontaire et harmonieuse entre États bourgeois ne tient pas face aux nécessités de la concurrence. La seule perspective de voir apparaître une "gouvernance" qui aurait les moyens d'imposer sa loi aux États ne pourrait venir que d'une évolution du rapport de forces entre grandes puissances au point d'arriver, comme à la sortie de la deuxième guerre mondiale, à l'hégémonie économique, financière, politique et militaire indiscutable, à la dictature d'une grande puissance sur l'ensemble des autres.

Il n'y a pas de retour en arrière possible. Le FMI, émanation de l'hégémonie US d'après-guerre, contraint de s'adapter tant bien que mal aux nouveaux rapports de force en redistribuant quelques sièges, est bien incapable de jouer le rôle d'arbitre suprême.

A ce jeu de la concurrence et des rapports de force, l'Union européenne, minée par les divisions internes, est en position de faiblesse. Maillon faible économique et financier du capitalisme internationale, elle l'est aussi du point de vue social et politique. La riposte des populations, la solidarité internationale qui se manifeste, sont porteurs de la seule véritable solution à la crise du capitalisme, et pourrait ouvrir la voie à son renversement révolutionnaire, au socialisme.

Daniel Minvielle

[1] Les "accords" annoncés lundi du G20 des ministres des finances sont déjà remis en cause, puisque la presse annonçait mercredi que la Chine serait désormais d'accord sur la proposition US de limiter à 4% du PIB les excédents de la balance commerciale... Certainement le résultat d'une transaction de couloir, d'autant plus acceptable par la Chine que son excédent pour 2009 n'était que de 4,7 % du PIB, alors que celui de l'Allemagne est de 6,7 % et celui de l'Arabie Saoudite de plus de 20%..

[Au sommaire](#)